

Table des matières

Introduction	
La pensée-incitation du jeune Gramsci	7
La Cité future (<i>Avanti!</i>)	52
Trois principes, trois ordres	54
Les indifférents	65
Discipline et Liberté	69
Qu'est-ce que la culture?	70
Analphabétisme.	79
La discipline	81
Deux invitations à la méditation	83
Marges.	93
Modèle ou réalité.	101
[Sans titre].	104
Le mouvement de la jeunesse socialiste.	105
La Cité future	109

Trois principes, trois ordres¹

L'ordre et le désordre sont les deux mots qui reviennent le plus fréquemment dans les polémiques à caractère politique. Partis de l'ordre, hommes d'ordre, ordre public... Trois mots que l'on réunit en un fondement unique : l'ordre, sur lequel les mots se fondent et tournent avec plus ou moins d'accointance selon la forme historique concrète que les hommes, les partis et l'État assument dans la multiplicité de leurs incarnations possibles. Le mot ordre a un pouvoir thaumaturgique ; la conservation des institutions politiques est en grande partie confiée à ce pouvoir. L'ordre en vigueur se présente comme quelque chose d'harmonieusement coordonné, de solidement coordonné ; et la multitude des citoyens hésite et s'épouvante de l'incertitude que pourrait apporter un changement radical. Le sens commun, le très balourd sens commun, prêche habituellement qu'il est mieux d'avoir un œuf aujourd'hui qu'une poule demain. Le sens commun est un terrible négrier des esprits. D'autant plus, quand, pour avoir

1. Débutent ici les articles du journal à numéro unique *La Cité future*. Nous les reproduisons selon leur ordre de succession dans le journal.

la poule, il faut briser la coquille de l'œuf. Il se forme dans l'imagination l'image de quelque chose de violemment déchiré ; on ne voit pas l'ordre nouveau possible, mieux organisé que l'ancien, plus vital que l'ancien, parce qu'au dualisme il oppose l'unité, à l'immobilité statique de l'inertie la dynamique de la vie en mouvement. On ne voit que le déchirement violent et l'âme craintive recule à la peur de tout perdre, d'avoir devant elle le chaos, le désordre inéluctable. Les prophéties utopistes étaient conçues précisément dans la perspective de cette peur. On voulait, avec l'utopie, présenter une mise en ordre du futur qui fut bien coordonnée, bien polie, et enlever l'impression du saut dans l'inconnu. Mais les constructions sociales utopiques se sont toutes écroulées parce que, polies comme elles l'étaient et bien mises en ordre, il suffisait de démontrer qu'un détail n'était pas fondé pour les faire s'écrouler dans leur totalité. Ces constructions n'avaient pas de fondements, parce que trop analytiques, parce que fondées sur une infinité de faits, et non sur un principe moral unique. Or les faits dépendent de tant de causes qu'ils finissent par n'avoir plus de causes, et par être imprévisibles. Et l'homme a besoin, pour agir, de pouvoir en partie prévoir. On ne conçoit pas une volonté qui ne soit pas concrète, c'est-à-dire qui n'ait pas un but. On ne conçoit pas une volonté collective qui n'ait pas un but universel concret. Mais celui-ci ne peut être un fait singulier ou une série de faits singuliers. Ce ne peut être qu'une idée ou

un principe moral. Le défaut organique des utopies est là. Croire que la prévision peut être prévision de faits alors qu'elle ne peut l'être que de principes ou de maximes juridiques. Les maximes juridiques (le droit, la jurisprudence est la morale réalisée) sont la création des hommes comme volonté. Si vous voulez donner à ces volontés une certaine direction, donnez-leur comme but ce qui seul peut l'être; autrement, après un premier enthousiasme, vous les verrez s'affaïsser et s'évanouir.

Les ordres actuels ont été suscités par la volonté de réaliser totalement un principe juridique. Les révolutionnaires de 89 ne prévoyaient pas l'ordre capitaliste. Ils voulaient mettre en œuvre les droits de l'homme, ils voulaient que fussent reconnus aux composants de la collectivité des droits déterminés. Ceux-ci, après la fracture initiale de la vieille coquille, s'affirmèrent progressivement, se firent peu à peu plus concrets et, devenus forces agissantes sur les faits, ils les façonnèrent, les caractérisèrent et il en naquit la civilisation bourgeoise, la seule qui pouvait naître, parce que la bourgeoisie était la seule énergie sociale active et réellement agissante dans l'histoire. Les utopistes furent alors encore vaincus puisqu'aucune de leurs prévisions particulières ne se réalisa. Mais ce qui se réalisa, c'est le principe et de lui fleurirent les institutions actuelles, l'ordre actuel.

Était-ce un principe universel celui qui s'affirmait dans l'histoire à travers la révolution bourgeoise ? Oui, certainement. Et pourtant, on a l'habitude de dire que si Jean-Jacques Rousseau avait pu voir quel résultat avait eu ses prédications, il est probable qu'il les renierait. Dans cette affirmation paradoxale est contenue une critique implicite du libéralisme. Mais elle est paradoxale car elle affirme d'une manière qui n'est pas juste une chose qui l'est. Universel ne veut pas dire absolu. Dans l'histoire rien n'est absolu et rigide. Les affirmations du libéralisme sont des idées limites qui, reconnues rationnellement nécessaires, sont devenues des idées-forces, se sont réalisées dans l'État bourgeois, ont servi à susciter l'antithèse de cet État dans le prolétariat, et se sont usées. Universelles pour la bourgeoisie, elles ne le sont pas assez pour le prolétariat. Pour la bourgeoisie, c'étaient des idées limites, pour le prolétariat, ce sont des idées minimales. Et en effet, le programme intégral du libéralisme est devenu le programme minimum du Parti socialiste. À savoir le programme qui nous sert à vivre au jour le jour, en attendant qu'on juge l'instant le plus opportun.

Comme idée limite, le programme libéral crée l'État éthique, c'est-à-dire un État qui, idéalement, se tient au-dessus des compétitions de classe, des divers entremêlements et affrontement des groupes qui en sont la réalité économique et traditionnelle. Cet État est une aspiration politique plus qu'une réalité politique ; il existe seulement comme modèle

utopique, mais c'est précisément le fait d'être un mirage qui le fait devenir de plus en plus robuste et en fait une force de conservation. Dans l'espoir qu'il se réalisera un jour dans sa perfection achevée, nombreux sont ceux qui trouvent la force de ne pas le renier, et donc de ne pas chercher à le remplacer.

Nous voyons deux de ces modèles qui sont typiques, qui sont la pierre de touche pour les discoureurs de théories politiques : l'État anglais et l'État germanique. Tous deux sont devenus de grandes puissances, tous deux ont réussi à s'affirmer, avec des critères divers, comme de solides organismes politiques et économiques, tous deux ayant une silhouette bien définie qui les fait s'affronter aujourd'hui et qui les a toujours rendu unique.

L'idée qui a servi comme moteur des forces intérieures, parallèles, pour l'Angleterre peut se résumer dans le mot libérisme, pour l'Allemagne dans celui d'autorité par la raison.

« Libérisme » est la formule qui comprend toute une histoire de luttes, de mouvements révolutionnaires pour la conquête de libertés particulières. C'est la *forma mentis* qui s'est peu à peu créée à travers ces mouvements. C'est la conviction qui s'est progressivement formée chez un nombre toujours plus grand de citoyens qui, à travers ces luttes, vinrent à participer à l'activité publique, que dans

la libre manifestation de ses propres convictions, dans le libre développement des forces productives et législatives du pays, résidait le secret du bonheur. Du bonheur compris dans le sens, naturellement, que tout ce qui arrive de mal ne peut être la faute des individus et que de tout ce qui ne réussit pas, il faut rechercher la raison uniquement dans le fait que les fondateurs ne possédaient pas encore la force requise pour imposer victorieusement leur programme.

Pour l'Angleterre le libérisme a trouvé, pour citer un exemple, avant la guerre, son défenseur théorico-pratique en Lloyd George qui ministre d'État dans une réunion publique, et sachant que ses paroles prenaient la signification d'un programme de gouvernement, dit à peu de chose près aux ouvriers : « Nous ne sommes pas socialistes, c'est-à-dire que nous n'en viendrons pas tout de suite à la socialisation de la production. Mais nous n'avons pas de préjugés théoriques contre le socialisme. À chacun son devoir. Si la société actuelle est encore capitaliste, cela veut dire que le capitalisme est encore une force historiquement non épuisée. Vous, socialistes, vous dites que le socialisme est mûr. Prouvez-le. Prouvez que vous êtes la majorité, prouvez que vous êtes non seulement en puissance, mais aussi en acte, la force capable de présider aux destinées du pays. Et, nous, nous vous laisserons la place

pacifiquement.¹ » Paroles qui, à nous, habitués à voir dans le gouvernement quelque chose d'énigmatique, coupé complètement du pays et de tout débat vivant sur des idées et des faits, nous semblent stupéfiantes. Mais qui ne le sont pas, et qui ne sont pas non plus rhétorique vide de sens, si on pense que cela fait plus de deux cents ans qu'en Angleterre les luttes politiques s'expriment sur la place publique, et que le droit à la libre affirmation de toutes les énergies est un droit conquis, non pas un droit naturel, qu'on présume comme tel en soi et pour soi. Et qu'il suffit de rappeler que le gouvernement radical anglais enleva à la Chambre des lords tout droit de vote pour pouvoir faire advenir réellement l'autonomie irlandaise, et que Lloyd George se proposait avant la guerre de faire voter un projet de loi agraire, par laquelle, étant posé comme axiome que quiconque possède des moyens de production et ne les fait pas convenablement fructifier est déchu de ses droits absolus, grand nombre de propriétés privées appartenant à des agrariens leur étaient enlevées et étaient vendues à ceux qui pouvaient les cultiver. Cette forme de socialisme d'État bourgeois, c'est-à-dire socialisme non socialiste, faisait que même le prolétariat ne vît pas d'un mauvais œil l'État comme gouvernement, persuadé à tort ou à raison, d'être sous tutelle, il mena la lutte des classes avec

1. Gramsci fait référence à une série de discours que Lloyd George avait tenue en 1909 dans lesquels il entendait notamment casser les monopoles.

discrétion et sans cette exaspération morale qui caractérise le mouvement ouvrier.

La conception de l'État germanique est aux antipodes du type anglais, mais produit les mêmes effets. L'État allemand est protectionniste par *formamentis*. Fichte a donné le code de l'État fermé. C'est-à-dire de l'État régi par la raison, de l'État qui ne doit pas être laissé à la merci des forces libres spontanées des hommes, mais doit en toute chose, dans chacun de ses actes, imprimer le sceau d'une volonté, d'un programme établi, préordonné par la raison. Et c'est pourquoi en Allemagne, le Parlement n'a pas les mêmes pouvoirs qu'ailleurs. Il est simplement consultatif, et doit être maintenu seulement parce que, rationnellement, on ne peut admettre l'infailibilité des pouvoirs exécutifs, et qu'aussi du Parlement, de la discussion peut jaillir la vérité. Mais on ne reconnaît pas à la majorité le droit de définir la vérité. L'arbitre reste le Ministère (l'Empereur), qui juge et choisit et n'est remplacé que par la volonté impériale. Les classes ont la conviction, non rhétorique, non servile, mais qui s'est formée à travers des décennies d'expérience d'une administration irréprochable, d'une rigoureuse justice distributive, que leurs droits à la vie sont garantis et que leur activité doit consister à chercher à devenir la majorité, pour les socialistes,

et de conserver leur majorité et de démontrer continuellement leur nécessité historique, pour les conservateurs. Un exemple: le vote, approuvé également par les socialistes, du milliard pour les dépenses militaires supplémentaires, en 1913. La majorité des socialistes vota en sa faveur parce que le milliard fut prélevé non pas sur l'ensemble des contribuables mais par une expropriation (tout au moins apparente) sur les gros revenus. Cela sembla une expérience de socialisme d'État; elle sembla être un juste principe en soi pour faire payer aux capitalistes les dépenses militaires, et ils votèrent des crédits qui allaient au bénéfice exclusif de la bourgeoisie et du parti militaire prussien.

Ces deux types d'ordre constitués sont le modèle de base des partis de l'ordre de l'Italie. Les libéraux et les nationalistes disent (ou disaient) respectivement qu'ils voulaient qu'on créât en Italie quelque chose de semblable à l'État anglais ou à l'État germanique. La polémique contre le socialisme est tout entière tissée sur l'aspiration de cet État éthique potentiel en Italie. Mais il a manqué à l'Italie la période de développement qui a rendu possible l'Allemagne et l'Angleterre actuelles. Donc, si vous portez à leurs dernières conséquences les raisonnements des libéraux et des nationalistes italiens, vous obtenez comme résultat, dans le moment présent, la formule suivante: le sacrifice de la part du prolétariat. Sacrifice de ses propres besoins, sacrifice de sa propre personnalité, de sa propre combativité pour donner

du temps au temps, pour permettre que la richesse se multiplie, pour permettre que l'administration se purifie, [*trois lignes censurées*]. Les nationalistes et les libéraux n'en arrivent pas à soutenir qu'il existe en Italie un ordre quelconque. Ils soutiennent que cet ordre devra exister, pourvu que les socialistes n'entraient pas sa fatale instauration.

Cet état de fait des choses italiennes est pour nous source d'une plus grande énergie et d'une plus grande combativité. Si on pense combien il est difficile de convaincre un homme d'agir s'il n'a pas de raison immédiate de le faire, on comprend combien il est plus difficile de convaincre une multitude dans les États où n'existe pas, comme en Italie, un gouvernement dont le parti pris est d'étouffer ses aspirations, de rançonner de toutes les façons la patience et la productivité. Dans les pays où les conflits ne se déroulent pas sur la place publique, où les lois fondamentales de l'État ne sont pas piétinées, où on ne voit pas le dominateur être l'arbitre, la lutte de classe perd de son âpreté, l'esprit révolutionnaire perd de son élan et s'engourdit. La prétendue loi de l'effort minimum qui est la loi des paresseux, et qui veut souvent dire ne rien faire, devient populaire. Dans ces pays, la révolution est moins probable. Là où il existe un ordre, il est plus difficile qu'on se décide à le remplacer par un ordre nouveau. [*Une ligne censurée.*] Les socialistes ne doivent pas substituer un ordre à un ordre. Ils doivent instaurer l'ordre en soi. La maxime juridique

qu'ils veulent réaliser est : possibilité de réalisation intégrale de sa propre personnalité humaine accordée à tous les citoyens. Avec la concrétisation de cette maxime tombent tous les privilèges établis. Elle mène au maximum de liberté avec un minimum de contrainte. Elle veut que la règle de la vie et des attributions soit la capacité et la productivité, hors de tout schéma traditionnel ; que la richesse ne soit pas instrument d'esclavage, mais qu'appartenant à tous impersonnellement, qu'elle donne à tous les moyens d'atteindre tout le bien-être possible ; que l'école éduque les élèves intelligents, quelle que soit leur naissance, et qu'elle ne représente pas la récompense [*quatre lignes censurées*]. C'est de cette maxime que dépendent organiquement tous les autres principes du programme socialiste maximal. Celui-ci, répétons-le, n'est pas une utopie. C'est l'universel concret, il peut être réalisé par la volonté. C'est un principe d'ordre, de l'ordre socialiste. De cet ordre dont nous croyons qu'il se réalisera en Italie avant tout autre pays. [*Quatre lignes censurées.*]